

Unité départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet
Avenue de Paris
62400 Béthune

Lille, le 13/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

POLYNT COMPOSITES FRANCE

BP 19
DROCOURT
62320 Drocourt

Références : B1-0011-2026
Code AIOT : 0007000789

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/10/2025 dans l'établissement POLYNT COMPOSITES FRANCE implanté ROUTE D'ARRAS 62320 DROCOURT. L'inspection a été annoncée le 13/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite du jour a consisté à faire le point sur l'autorisation octroyée à l'établissement POLYNT COMPOSITES France au titre de l'annexe XIV du règlement REACH relatif aux produits chimiques pour deux utilisations du MDA technique (nom commercial = ANCAMINE DL50), par décision du 17/01/2019 et dont la validité expire au 21/08/2029, l'objectif de ces autorisations européennes étant, à terme, d'aboutir à la substitution des substances les plus impactantes pour la santé humaine.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- POLYNT COMPOSITES FRANCE
- ROUTE D'ARRAS 62320 DROCOURT
- Code AIOT : 0007000789
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Créé en 1954 sous la bannière de Norbenzol, l'établissement POLYNT COMPOSITES FRANCE de Drocourt est le seul site en France du groupe italien POLYNT. Ce groupe a fusionné en 2017 avec l'américain REICHHOLD.

Le site comporte 3 ateliers de fabrication :

- atelier des résines polyester et vinylester (synthèse et mélanges notamment à des fins d'anticorrosion depuis 2011) à hauteur de 80 000 tonnes maxi/an ;
- atelier Epoxy Thermaclean Gelcoat et Colles (ETGC) fabriquant des gelcoat (peintures réactives) à hauteur de 2 500 tonnes maxi/an, des colles (pâtes à modeler fibrées permettant de la soudure à froid) à hauteur de 1 500 tonnes maxi/an, des matrices Epoxy et un nettoyant industriel COV-free ;
- ateliers des additifs polyamides sous forme de poudre ou de pâtes dans un atelier depuis 2004 en partenariat avec ARKEMA (8 000 tonnes maxi/an).

Le site de 34 hectares est implanté sur deux communes Drocourt et Rouvroy dans le département du Pas-de-Calais et emploie environ 200 personnes (hors intérim et entreprises extérieures). Toutes les installations et la majeure partie du site se trouvent sur la commune de Drocourt tandis qu'une partie du terrain non utilisé se trouve sur la commune de Rouvroy.

Ce site est soumis à autorisation pour 12 rubriques dont les rubriques 4120-2-a, 4130-2-a, 4511-1 et 4150-1.

Son fonctionnement est encadré en particulier par l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 décembre 2014, qui constitue le dernier donné acte d'étude de dangers pour ce site ainsi que ceux des 10 octobre 2018 (ayant acté le classement SEVESO Seuil Haut du site par règle du cumul) puis du 3/09/2022 (modification suite à l'ajout d'un bac de DCPD).

Contexte de l'inspection :

- Inspection spécialisée produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- Air
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Information à l'intérieur de la chaîne d'approvisionnement - FdS	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1	Sans objet
2	Information à l'intérieur de la chaîne d'approvisionnement - FdSe	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.7	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Formation du personnel	AP Complémentaire du 18/12/2014, article 7.9.3	Sans objet
4	Rejets de COV	AP Complémentaire du 18/12/2014, article 3.2.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a montré que l'établissement était prêt à opérer la substitution visée par le règlement REACH, une solution technique ayant été trouvée à la suite d'essais. Néanmoins, cette opération de substitution est actuellement bloquée au niveau de son unique client, EDF, dans l'attente d'une validation de la démarche de la part de l'ANDRA, la substance étant utilisée pour l'encapsulation des déchets radioactifs produits par les centrales nucléaires. Au regard du caractère avancé de cette démarche de substitution, celle-ci devrait pouvoir être finalisée avant l'échéance de l'autorisation intervenant dans 3 ans.

En attendant, ladite substance continue d'être utilisée au niveau de l'établissement, dans la limite de la quantité annuelle autorisée et dans des conditions strictement encadrées, tant au niveau du process qu'en termes de formation adaptée et régulière d'un nombre limité d'opérateurs en charge de sa manipulation. Les risques la concernant demeurent également limités par ses caractéristiques (faible volatilité), une utilisation un nombre limité de jours par an (43 jours/an), en process majoritairement clos, sans génération de rejets dans l'eau ni dans le sol et dont les déchets générés sont pris en charge en qualité de déchets dangereux par une filière agréée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Information à l'intérieur de la chaîne d'approvisionnement - FdS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1
Thème(s) : Produits chimiques, Exigences relatives aux Fiches de données de sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II :</p> <p>a) lorsqu'une substance répond aux critères de classification comme substance dangereuse conformément au règlement (CE) n°1272/2008 ou qu'un mélange répond aux critères de classification comme mélange dangereux conformément à la directive 1999/45/CE, ou</p> <p>b) lorsqu'une substance est persistante, bioaccumulable et toxique ou très persistante et très bioaccumulable, conformément aux critères énoncés à l'annexe XIII, ou</p> <p>c) lorsqu'une substance est incluse sur la liste établie conformément à l'article 59, paragraphe 1, pour des raisons autres que celles visées aux points a) et b).</p>
<p>Constats :</p> <p>Interrogé par l'Inspection de l'environnement concernant le suivi de la thématique des produits chimiques au niveau du site en termes notamment de veille réglementaire, l'exploitant précise que cette dernière est assurée par un service dédié au niveau du groupe basé en Italie, au travers des informations issues de la consultation régulière du portail de l'ECHA (Agence européenne des produits chimiques).</p>

Au niveau du site, 2 personnes du service HSE s'assurent, pour tous les produits et substances entrant sur le site, qu'elles disposent de la fiche de données de sécurité (FdS) desdits produits et substances via un système en place relatif à l'introduction d'un produit/substance sur site avant de passer commande (*La Responsable HSE pour la validation en entrée et la technicienne en tant que relai sur le logiciel développé par l'INERIS SEIRICH : Système d'Évaluation et d'Information sur les Risques Chimiques en milieu professionnel*).

Le système en question dénommé « Système RMA » (Raw Material Agreement) relève du service achat qui s'assure de la conformité du statut des substances/produits à la réglementation REACH [réglementation européenne sur les produits chimiques] par vérification d'un certain nombre d'informations (numéro d'enregistrement, n°CAS, classification vérifiée sur site ECHA, conditions de stockage et d'utilisation des substances/produits sur site notamment).

Ce système constitue le portail d'entrée pour les substances/produits chimiques sur le site.

Concernant les FdS des substances/produits concernés, celles-ci sont stockées dans RMA et SEIRICH pour l'évaluation du risque chimique dans les différents ateliers de l'établissement. Ces FdS sont triées par risque : CMR, catégorie spécifique...

La Procédure RMA (introduction d'un produit chimique sur site, réf. DRT-05-C011), en date du 05/11/2019, a été transmise à l'Inspection de l'environnement à sa demande.

Cette procédure décrit les conditions de vérification et d'admission d'un produit chimique sur site, en y précisant notamment la limitation des substances/produits classés CMR à une admission « très exceptionnelle si le demandeur apporte la preuve qu'il n'existe aucun produit de substitution de dangerosité moindre », conditionnée à l'établissement d'un mode d'utilisation et de consignes de sécurité à appliquer qu'il soumettra pour approbation au responsable QHSE et au médecin du travail avant toute utilisation.

Interrogé sur le statut des substances et produits stockés et utilisés sur le site en termes de classification, l'exploitant signale qu'il enregistre une substance inscrite à l'annexe XIV du règlement REACH (liste des substances soumises à autorisation : MDA technique) et des substances/produits inscrits à l'annexe XVII (substances soumises à restrictions), les isocyanates notamment, qui ne sont toutefois plus utilisés sur le site, selon l'exploitant. Pour autant, ceux-ci font encore l'objet d'une formation spécifique des opérateurs, comme précisé par l'exploitant. Sont également stockés et utilisés sur site des CMR de catégorie 2 (cancérogènes suspectés) ainsi que quelques autres CMR de catégorie 1 (cancérogènes avérés ou présumés), sur la base de quantités limitées qu'il cherche à substituer autant que possible.

L'exploitant a tenu à préciser que pour l'une des substitutions envisagées, celle-ci n'avait pu aboutir en raison de réclamations clients relatives à la qualité du produit fini.

Une autre substance stockée et utilisée sur site figure sur la liste candidate, à savoir le bisphénol A, mais n'est pas retrouvée dans le produit fini.

Interrogé sur la présence d'une liste de ces substances/produits et de leur statut associé vis-à-vis de la réglementation REACH, l'exploitant a précisé qu'il ne disposait pas nécessairement d'une telle liste à la demande, tout en précisant que le site avait enregistré assez peu de changements selon lui depuis la dernière visite sur la thématique le 21/05/2019.

Une telle liste pourrait être extraite du logiciel SEIRICH, moyennant paramétrage, des filtres pouvant être générés à la demande afin de récupérer ponctuellement des informations.

Concernant la substance classée à l'annexe XIV du règlement REACH (liste des substances soumises à autorisation : MDA technique), la dernière version de sa fiche de données de sécurité a été demandée à l'exploitant en séance. Celle-ci date du 14/06/2023 et est bien en français.

Le fournisseur, EVONIK (All), n'a pas changé depuis la visite du 21/05/2019 visant à contrôler spécifiquement la mise en œuvre des conditions opérationnelles et mesures de maîtrise des risques associées à l'obtention de l'autorisation d'utilisation par POLYNT.

Les rubriques 1.2 (utilisations identifiées) et 15 (réglementations/législations particulières) de la fiche de données de sécurité en vigueur font bien état du classement de la substance à l'annexe

XIV ainsi que d'une utilisation conditionnée à l'obtention d'une autorisation « selon REACH annexe XIV », ce qui n'était pas le cas en 2019.

Entre les 2 versions de la FdS (2019-2023), l'une des mentions de dangers a évolué avec un passage de H302 à H301 (toxicité par ingestion), sachant toutefois que la substance ne fait pas l'objet d'une classification harmonisée.

Sont notamment notées les modifications suivantes entre les 2 versions de FdS :

- rubrique 5 : Mesures de lutte contre l'incendie, 5.2 Dangers particuliers résultant de la substance ou du mélange : Ajout de la phrase suivante « la combustion produit des fumées délétères et toxiques » ;

- rubrique 7 : Manipulation et stockage, 7.1 Précautions à prendre pour une manipulation sans danger, conseil de manipulation en toute sécurité : suppression de la nécessité d'« assurer une ventilation naturelle ou mécanique (antidéflagrante) afin de rester en deçà des limites d'exposition permises » pour « utiliser seulement en zones bien ventilées ».

La fiche de données de sécurité de la substance, transmise par le fournisseur, n'est pas une fiche de données de sécurité étendue. Elle ne comporte aucun scénario d'exposition (cf. point de contrôle suivant).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°1 : L'exploitant veillera à paramétrer SEIRICH pour être en capacité de fournir la liste des différentes substances et produits stockés/utilisés sur site ainsi que leur statut vis-à-vis de la réglementation REACH. Cette liste sera transmise sous 3 mois à l'Inspection de l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Information à l'intérieur de la chaîne d'approvisionnement - FdSe

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.7

Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité étendues

Prescription contrôlée :

Tout acteur de la chaîne d'approvisionnement qui doit élaborer un rapport sur la sécurité chimique conformément aux articles 14 [substances faisant l'objet d'un enregistrement, en quantités égales ou supérieures à 10 tonnes par an par déclarant] ou 37 [évaluations de la sécurité chimique par l'utilisateur en aval] joint les scénarios d'exposition correspondants (y compris les catégories d'usage et d'exposition, le cas échéant) en annexe à la fiche de données de sécurité couvrant les utilisations identifiées et notamment les conditions spécifiques résultant de l'application de l'annexe XI, section 3.

Tout utilisateur en aval inclut les scénarios d'exposition correspondants et utilise d'autres informations pertinentes provenant de la fiche de données de sécurité qui lui a été fournie lorsqu'il établit sa propre fiche de données de sécurité pour les utilisations identifiées.

Tout distributeur transmet les scénarios d'exposition correspondants et utilise d'autres informations pertinentes provenant de la fiche de données de sécurité qui lui a été fournie lorsqu'il établit sa propre fiche de données de sécurité pour les utilisations pour lesquelles il a transmis des informations conformément à l'article 37, paragraphe 2.

Constats :

Une fiche de données de sécurité étendue, au nom de l'exploitant, complète celle du fournisseur (cf. point de contrôle précédent), sur la base des éléments suivants :

- fabrication d'un durcisseur pour résine époxy par POLYNT utilisant 30 à 36 % d'ANCAMINE DL-50 (nom commercial du MDA technique) ;
- scénario d'exposition n°1 « formulation d'un durcisseur de résine époxy durcisseur contenant du MDA technique », ERC2 « formulation dans un mélange, procédés ouverts et clos » ;
- scénario d'exposition n°2 « utilisation industrielle d'un durcisseur de résine époxy contenant du tMDA destiné à immobiliser des résines échangeuses d'ions usées dans une matrice à haut confinement, ERC6d « utilisation de régulateurs de processus réactifs dans les processus de polymérisation sur les sites industriels ».

Cette FdSe, portée par POLYNT, a été rédigée par le bureau d'études de l'exploitant sur la base du Rapport sur la Sécurité Chimique (CSR) du produit fini contenant la substance autorisée (époxy durcisseur contenant du MDA technique). Sa dernière version date du 04/12/2024.

L'exploitant a précisé en séance avoir réclamé la fiche de données de sécurité étendue (FdSe) du MDA technique intégrant ses 2 scénarios d'exposition à son fournisseur mais, n'ayant jamais obtenu satisfaction, a dû se résoudre à rédiger sa propre FdSe sur la base du CSR qu'il a fait réaliser dans le cadre de l'autorisation sollicitée.

La FdSe de l'exploitant est en cohérence avec l'autorisation accordée à l'établissement au titre de l'annexe XIV du règlement REACH pour certaines utilisations des produits de réaction du formaldéhyde oligomérique avec l'aniline dit « technical MDA » [méthylènedianiline de qualité technique ; amine aromatique] (décision en date du 17/01/2019 jusqu'au 21/08/2029).

Les utilisations sont les suivantes :

- formulation d'un durcisseur (D7M6) à base de résine époxy contenant du t MDA ;
- utilisation industrielle du durcisseur (D7M6) à base de résine époxy contenant du t MDA dans le but d'immobiliser les résines échangeuses d'ions usées dans une matrice de grand confinement.

Le tonnage annuel autorisé est de 28,8 tonnes, soit 43 batches.

Comme signalé au point de contrôle n°1, cette autorisation avait fait l'objet d'une inspection en date du 21/05/2019 à l'occasion de laquelle 2 non-conformités et 18 observations avaient été formulées.

Les 2 non-conformités portaient sur une absence d'étiquetage de certains fûts de déchets et l'autre sur le fait que certains d'entre eux étaient mal fermés, étant susceptibles de participer aux nuisances olfactives générées par l'établissement et qui font encore aujourd'hui l'objet d'actions au niveau du site. Les non-conformités avaient fait l'objet d'une action réactive de la part de l'exploitant ainsi que d'une réponse par courrier du 27/11/2019 associé à la transmission des justificatifs correspondants.

En 2019, l'exploitant avait signalé qu'il suivait le tonnage de la substance via le planning de production mis à jour avant chaque programmation de nouvelle campagne.

Interrogé sur le maintien de ces modalités actuellement, l'exploitant a répondu par l'affirmative.

Les quantités manipulées, en lien avec l'encapsulage de déchets radioactifs en provenance des centrales nucléaires d'EDF, sont liées aux commandes du client, filiale d'EDF.

L'exploitant a signalé que ces quantités étaient assez stables. Celles-ci sont déclarées annuellement à l'Inspection au travers du bilan de l'année précédente.

Ainsi, en 2024, l'utilisation de 15,24 t d'ANCAMINE DL50 (nom commercial du tMDA) ont été déclarées pour une quantité autorisée de 28,8 t, permettant la production de 43,88 t du durcisseur. Ont été également déclarées 3,297 t de déchets contenant l'ANCAMINE.

En 2023, la quantité d'ANCAMINE DL50 était de 19,92 t et en 2022, 17,6 t.

En 2025, du tonnage extrait, 16,5 t ont été utilisées depuis le début de l'année, à la date de la visite.

Interrogé sur l'avancement de la démarche de substitution, l'exploitant a signalé être prêt mais être bloqué par son client (EDF) qui n'avance pas de son côté.

Des essais avec un durcisseur non CMR ont été réalisés mais la démarche doit encore être validée par l'ANDRA.

Les autorisations obtenues par l'exploitant sont conditionnées à la réalisation régulière de mesures d'émissions dans l'air ambiant qui doivent :

- intervenir à fréquence annuelle ;
- être basées sur un échantillonnage conforme aux normes en vigueur et des méthodes d'analyse associées à des limites de détection aussi basses que possibles ;
- comprendre une information contextuelle sur les étapes de process susceptibles d'être à l'origine d'émissions de la substance à l'origine de l'autorisation.

Le titulaire de l'autorisation doit soumettre aux autorités compétentes, à leur demande, un résumé succinct des mesures de maîtrise des risques en place et des conditions opérationnelles telles que décrites dans le rapport sur la sécurité chimique associé à la substance à l'origine de l'autorisation, dans la langue officielle de l'État membre dans lequel le contrôle intervient.

Interrogé sur les éventuelles modifications apportées aux documents de suivi du MDA depuis l'inspection de 2019, l'exploitant a apporté les réponses suivantes en transmettant les justificatifs associés :

- le rapport sur la sécurité chimique n'a pas été modifié ; il s'agit bien du même document qui avait été regardé en 2019 à l'occasion de l'inspection sur la thématique ;

- le résumé succinct des mesures de maîtrise des risques et des conditions opérationnelles a été modifié concernant le facteur de relargage dans l'air qui est passé de 5.10^{-4} à $6,29.10^{-7}$ selon l'exploitant ;

- le mode opératoire réf. ETGC/MEL/1002 du 13/03/2018 a été mis à jour en 2019 concernant la procédure déchets et les EPI (la dernière version a été transmise par l'exploitant à la demande de l'Inspection).

Concernant les rejets dans l'air de la substance autorisée, l'exploitant avait procédé à une évaluation approfondie de chaque tâche impliquant la substance tMDA afin d'estimer tout rejet potentiel de ladite substance dans l'atmosphère. Cette évaluation avait vocation à remplacer celle du CSR public actuellement en ligne et avait consisté en une estimation par calcul des rejets dans l'air pour chaque étape de process.

Les calculs et résultats ont été faits sur la base du guide INERIS 2009 (estimation des émissions de COV par modélisation dans l'industrie chimique) et validés par l'ECHA dans le cadre du dossier d'autorisation.

Conformément aux conditions de l'autorisation, seules des mesures d'exposition professionnelle sur les différentes phases d'utilisation du produit sont réalisées, au plus près de l'utilisation de la substance, sur 8h, au regard d'une fraction de relargage dans l'air extrêmement faible.

Les rapports d'exposition des campagnes de 2023 et 2024 ont été transmis à l'Inspection à sa demande.

L'exploitant a rappelé que les conditions d'utilisation de la substance intervenaient en système clos avec mise en œuvre d'une ventilation par aspiration locale présente à la plupart des étapes du process, tel que le mode opératoire le rappelle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°2 : L'exploitant veillera à faire substituer le résumé succinct des mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles par la dernière version en vigueur, celui à disposition sur le site de l'ECHA faisant toujours apparaître un facteur de relargage dans l'air de 5.10^{-4} au lieu de $6.29.10^{-7}$, valeur figurant dans la FdSe de l'exploitant en vigueur suite aux mesures réalisées sur le site dans le cadre du suivi annuel de l'exposition professionnelle.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Formation du personnel

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/12/2014, article 7.9.3
Thème(s) : Risques accidentels, Manipulation de substances/produits susceptibles de présenter des dangers
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris les intérimaires, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien. Cette formation comporte notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre ; - les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes ; <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Concernant la formation des opérateurs susceptibles de manipuler la substance autorisée, celle-ci intervient en 3 phases au travers de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la formation au poste ; - le livret de formation lors de la prise de poste, plus détaillé ; - la formation risque chimique en fonction du poste occupé avec une formation par compagnonnage, le tout associé à l'accueil sécurité. <p>Les formations sont suivies par le service formation qui s'assure que les opérateurs ont bien été formés à la manipulation des produits chimiques.</p> <p>La dernière session est intervenue fin 2024 via l'intervention d'un organisme extérieur.</p> <p>Entre temps, les opérateurs suivent des « matinées de vigie » qui reprennent les thématiques sécurité, dont des thématiques sur les risques chimiques (la dernière qui s'est tenue concernait les protections oculaires). Ces matinées peuvent concerner les isocyanates ou encore la lecture des FdS.</p> <p>Un livret de formation a été projeté à l'écran en séance. Il en existe pour chaque type de poste.</p> <p>En fonction du poste en question, celui-ci liste les formations à valider ainsi que la fréquence de recyclage.</p> <p>L'Inspection note que concernant la formation risques produits chimiques, aucune fréquence de recyclage n'est précisée, contrairement aux autres formations.</p> <p>L'exploitant précise que ce module de formation à la sensibilité « risque chimique global site » est systématiquement prévu pour les nouveaux arrivants. Pour ce qui est du recyclage, un bilan est fait chaque fin d'année avec le service formation ainsi qu'en fonction d'événements survenus sur site pour en définir la nécessité.</p> <p>Lors de la visite de 2019, il avait été signalé que peu d'opérateurs étaient concernés par la manipulation de la substance.</p> <p>L'exploitant signale qu'il s'agit toujours des mêmes opérateurs à savoir 2 chefs d'équipe formés et opérationnels dans l'atelier ETGC.</p> <p>L'exploitant rappelle que la réception de la substance est faite par la logistique, sans manipulation particulière, celle-ci étant sous forme solide.</p>

<p>La seule manipulation qui intervient se fait au niveau de l'atelier.</p> <p>La phase la plus sensible concerne le post étuvage à 90°C passant par la mise en œuvre d'un pompage dédié via une canne, sous aspiration et ventilation pour renvoi vers un réacteur.</p> <p>Les documents de formation suivants ont été transmis à l'Inspection à sa demande :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le livret de formation pour les chefs d'équipe de l'atelier ETGC (dernières validations d'habilitation au travail pour l'un en date du 26/08/2025 et du 16/02/2021 pour l'autre, en position hiérarchique) ; - la liste d'émargement pour la dernière formation « risques chimiques » du personnel en août 2024 ; - la liste d'émargement d'une formation spécifique « sensibilisation risque chimique : odeur et toxicité » en date du 05/09/2024.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Rejets de COV

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/12/2014, article 3.2.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejets de COV annexe III de l'AM du 02/02/1998</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 3.2.5.4. Émissions d'anhydride maléique</p> <p>Si le flux horaire total des composés organiques visés à l'annexe III de l'arrêté du 2 février 1998 dépasse 0,1 kg/h, la valeur limite d'émission de la concentration globale de l'ensemble de ces composés est de 20 mg/m³.</p> <p>En cas de mélange de composés à la fois visés et non visés à l'annexe III de l'arrêté du 2 février 1998, la valeur limite de 20 mg/m³ ne s'impose qu'aux composés visés à l'annexe III de l'arrêté du 2 février 1998 et une valeur de 110 mg/m³, exprimée en carbone total, s'impose à l'ensemble des composés.</p> <p>Article 3.2.5.5. Émissions canalisées des COV à phrases de risques</p> <p>Les substances ou préparations auxquelles sont attribuées, ou sur lesquelles doivent être apposées, les phrases de risque R 45, R 46, R 49, R 60 ou R 61 ou mention de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F, en raison de leur teneur en composés organiques volatils classés cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction, sont remplacées autant que possible par des substances ou des préparations moins nocives. Si ce remplacement n'est pas techniquement ou économiquement possible, la valeur limite d'émission de 2 mg/Nm³ en COV est imposée, si le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation est supérieur ou égal à 10 g/h. La valeur limite ci-dessus se rapporte à la somme massique des différents composés.</p> <p>Pour les émissions des composés organiques volatils halogénés étiquetés R 40 ou R68 (mention de danger H341 ou H351), une valeur limite d'émission de 20 mg/Nm³ est imposée si le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation est supérieur ou égal à 100 g/h. La valeur limite d'émission ci-dessus se rapporte à la somme massique des différents composés.</p>

ci-dessus se rapporte à la somme massique des différents composés.

Article 3.2.5.6. Émissions de COV de l'atelier polyester - vinylester

Les émissions des réacteurs et dilueuses de l'atelier polyester-vinylester ainsi que les émissions du réservoir de collecte des eaux d'estérification (T4003) des productions polyesters sont captées et canalisées jusqu'à l'oxydateur thermique de COV.

Un débit minimum de dilution, vérifié par une mesure spécifique, garantit la concentration en COV désirée au niveau de l'installation.

La teneur en COV dans l'installation est maintenue à tout moment à une valeur inférieure au quart (25 %) de la limite inférieure d'explosivité (LIE) du mélange de COV captés. Cette LIE est vérifiée par 2 analyseurs redondants.

Les tuyauteries du dispositif de collecte et de transport de la captation des émissions diffuses de COV dans l'unité polyester - vinylester sont conçues pour résister au risque de corrosion auquel elles sont exposées.

Chaque équipement raccordé au collecteur est équipé de pare-flamme bidirectionnels.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche de l'oxydateur thermique de COV doivent être contrôlés périodiquement ou en continu avec asservissement à une alarme.

Constats :

L'établissement POLYNT COMPOSITES France à Drocourt est soumis à la réalisation d'un Plan de Gestion des Solvants (PGS), conformément à l'article 3.2.5.3 de l'APC du 18/12/2014.

Son atelier de résines polyesters insaturées est autorisé pour une capacité de 80 000 t/an.

Les ateliers concernés par le PGS, soit consommant plus d'1 t de solvants par an, sont l'atelier Polyesters, l'atelier additif et l'atelier ETGC.

L'établissement est encadré par les dispositions de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 (article 30 [rejets atmosphériques], paragraphe 23 [laquage en continu]).

Conformément à l'article 3.2.5.3 de l'APC susvisé, sur la base du plan de gestion de solvant en date du 27/03/2014, les émissions de COV de l'établissement ne doivent pas dépasser 2 % de la quantité de solvants utilisée.

La consultation des déclarations de l'exploitant concernant ses émissions atmosphériques sur la plateforme GEREPE font apparaître les informations suivantes :

Déclarations GEREPE

Année	2024	2023	2022	2021
Consommation solvant (t)	17117 [GEREP] [17375,51 dans PGS p.8 mais la valeur GEREPE figure p.16]*	18264,86	16966	23025,28
COV _{Nmt}	63,12	68,270	64,010	99,720
Émissions diffuses	60,290 (95,5 %)	65250 (95,5%)	60,780 (94,9%)	95,910 (96,2%)

Ratio COV émis/conso solvant (%) - Seuil 2 %	0,3687	0,373	0,377	0,433
C O V N m m e n t i o n s dangers ou spécifiques	Non déclaré	Non déclaré	Non déclaré	Non déclaré
Heures de fonctionnement	8400 (350 jours)	8400	8400	8400
Volume activité (t)	55898	60023	64406	75257

Des émissions déclarées, le seuil de 2 % de la quantité de solvant utilisée est systématiquement respectée.

Atelier polyester

Le COV le plus émis est le styrène (93,74%), introduit dans la partie dilution et mélange en tant que correcteur de viscosité. Le styrène n'est pas listé à l'annexe III de l'AM du 02/02/1998 (COV à phrases de risques).

Les autres COV émis à plus de 1 % sont le vinyltoluène (2,21%) et l'alphaméthylstyrène (1,36%). Ils sont également utilisés en tant que correcteurs de viscosité.

Concernant les autres ateliers, soit ils émettent du styrène (atelier ETGC, gelcoats et colles), soit leurs émissions de solvants sont négligeables, soit ils ne mettent pas en œuvre de solvants.

Concernant le styrène dont la quantité émise a été estimée à 16 287,5 t en 2024, celle-ci représente 0,37 % des émissions totales (61,25/16 484) * 100.

L'exploitant a signalé avoir procédé à des investissements en 2011 pour diminuer les COV émis par le site en traitant tous les événements, réacteurs, mélangeuses.

Pour ce faire, il a procédé à une quantification de ses émissions montrant que 80 % de celles-ci étaient liées aux réacteurs et aux dilueuses de l'atelier des résines polyesters.

Un cahier des charges a été mis en place visant au traitement de ces émissions.

Une détermination des flux maxi et mini a été réalisée en fonction des étapes de procédés avec définition de la solution technique appropriée, aboutissant au choix d'un oxydateur thermique régénératif (RTO) pour assurer le traitement des émissions en fonction des types de COV et de leur flux associé.

Les émissions ont ainsi été réduites de 9 TeqC brûlées pour une production de 60 000 t de produits fabriqués.

Type de suites proposées : Sans suite

